

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 7 OCTOBRE 1919.

Projet de loi relatif à la police des sépultures militaires.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

Avant la guerre, il n'existait généralement en Belgique que des cimetières communaux. En vertu du décret du 23 prairial an XII, ceux-ci étaient « soumis à l'autorité, police et surveillance des administrations municipales ».

Ces pouvoirs de police des administrations communales en matière de sépultures, ne s'étendent pas seulement au maintien du bon ordre dans les cimetières, mais encore à tout ce qui concerne les inhumations, les exhumations et les convois funèbres.

Dict. Giron, V° Inhumations.

Pand. belges, V° Cimetières, n° 395, 428, 661 ss.

— V° Convoi funèbre, n° 4.

— V° Exhumations, n° 4.

— V° Inhumations, n° 84.

Les événements de la guerre ont nécessité la création de très nombreux cimetières militaires. Par rapport à ceux-ci, les divers droits de police qui viennent d'être mentionnés appartiennent à l'État, en vertu de l'arrêté-loi du 5 septembre 1917.

Toutefois, un assez grand nombre de militaires ont été inhumés dans les cimetières communaux. La dualité des organismes chargés ainsi d'assurer la police des sépultures militaires aurait pu avoir des conséquences fâcheuses n'était-ce qu'à raison de l'état de siège, le Ministre de la Guerre était qualifié pour exercer certains pouvoirs dont les autorités civiles sont investies en temps de paix. Parmi ces pouvoirs, figurent les droits sur la police des cimetières, qu'exercent les bourgmestres.

Cette ressource va cesser d'exister avec la fin de l'état de siège.

Il a donc paru urgent de déposer le présent projet de loi qui a pour but de permettre au Gouvernement de continuer à assurer sa mission à l'égard de tous les défunts dont « le décès se rattache aux opérations ou aux événements de la guerre », soit qu'ils reposent dans les lieux de sépultures militaires, soit qu'ils aient au contraire été inhumés dans des cimetières communaux.

Le texte de l'article premier est conçu intentionnellement dans des termes fort larges. C'est que, dans la pensée du Gouvernement, la loi proposée ne concerne pas exclusivement les militaires et les assimilés. Des devoirs identiques ou analogues doivent, en effet, être accomplis et pour ceux-ci et, par exemple, pour ces valeureux jeunes gens qui, après avoir vainement tenté de passer en Hollande, en vue de rejoindre l'armée belge, sont décédés en Allemagne au cours de leur déportation provoquée par cette tentative. D'autres causes, également en connexité plus ou moins étroite avec les événements de la guerre, ont amené soit la mort en captivité chez l'ennemi, soit l'ensevelissement au milieu des tombes militaires, pour des personnes n'ayant aucun lien permanent avec l'armée. Il a semblé nécessaire d'établir les pouvoirs de police attribués à l'Etat sur une base assez large pour qu'il puisse être pourvu à toutes les éventualités.

*
* *

Les droits de police, en matière de sépultures, n'ont d'ailleurs pas pour unique objet d'accorder un juste tribut d'hommages à des morts glorieux. Ces pouvoirs doivent aussi être exercés de manière à ne point compromettre les impérieuses exigences de l'hygiène et de la salubrité publiques.

Des considérations de cet ordre ont été au nombre des principaux motifs pour lesquels les Autorités britanniques et françaises comme le Gouvernement belge, se sont vues contraintes d'interdire d'une manière absolue, toute exhumation et tout transfert de corps de militaires défunts. Les règles adoptées à cet égard ont été radicales en ce qui concerne toutes les demandes d'exhumations basées uniquement sur des motifs d'intérêts privés, si respectables soient-ils.

En France, il est vrai, on a jugé possible d'admettre récemment certains tempéraments à la prohibition absolue du début. Une « instruction provisoire sur les exhumations et les transports de corps de militaires », en date du 15 juin dernier, rétablit à cet égard le régime du temps de paix pour les sépultures militaires situées en dehors de la zone des opérations militaires. Dans cette dernière zone, l'interdiction est intégralement maintenue. En outre, les transports de corps de militaires inhumés dans les pays étrangers, demeurent interdits dans toute l'étendue du territoire français. On n'ignore pas, du reste, que le rétablissement du régime du temps de paix, dans une partie de ce même territoire, ne comporte pas l'autorisation générale d'y procéder à n'importe quelle exhumation. Il en résulte simplement que des autorisations particulières peuvent être accordées dans les cas où il n'est pas

nécessaire de les refuser, par exemple, si la cause du décès et la durée du séjour du corps dans le sol, sont telles que la santé publique ne peut pas être mise en danger par l'exhumation sollicitée.

Pour justifier l'importance actuellement attachée à ces raisons d'hygiène, on peut invoquer l'autorité de titres anciens auxquels les événements présents donnent une valeur toute particulière : il suffit de citer les dispositions contenues dans le décret du 23 prairial an XII et dans l'arrêté royal du 30 juillet 1880, relatives aux précautions à prendre, en temps de paix, simplement pour la désaffectation d'un cimetière ancien. Cependant il ne s'agit alors que de faits isolés et rares dont chacun ne concerne qu'un chiffre restreint de défunts pour lesquels les inhumations s'échelonnent sur une longue série d'années. De quelle prudence toute spéciale ne faut-il pas s'armer dès lors en ce moment où un grand nombre de tombes récentes contiennent les restes de personnes dont beaucoup sont décédées par les ravages de la grippe ou d'autres maladies infectieuses. Permettre dès à présent les exhumations en masse, ne serait-ce pas exposer le pays aux pires épidémies?

Une réglementation est donc nécessaire. Il importe de plus que celle-ci soit uniforme sans quoi on aboutirait inévitablement à des situations inextricables : à défaut d'une mesure générale, chaque commune resterait, en effet, absolument libre d'accorder ou de refuser les exhumations, le transit des corps et les réinhumations sur son territoire. C'est pourquoi la loi projetée établit la compétence du Gouvernement, afin que les mesures nécessaires à la protection de l'hygiène puissent être prises pour l'ensemble du pays.

* * *

Les pouvoirs qui seraient conférés au Gouvernement, par le vote de la loi proposée, ne feraient que confirmer, en ce qui concerne les cimetières militaires, ceux qui résultent de l'arrêté-loi du 5 septembre 1917. Ces attributions se trouveraient seulement être étendues à certaines matières qui sinon seraient du domaine exclusif des autorités communales. Ces dernières n'en seraient d'ailleurs pas dépouillées des droits de police dont elles sont investies concernant les sépultures de la généralité des citoyens. Notre droit administratif offre plusieurs exemples où il existe une compétence simultanée et parallèle des autorités centrale, régionale et locale. Il en est disposé ainsi notamment par la loi du 1^{er} août 1829, sur la police de roulage et sur la circulation.

* * *

On sait que les communes sont autorisées à sanctionner par des peines de simple police, les mesures qu'elles prennent en vertu du décret du 23 prairial an XII. Cass. B. 29 mai 1865. *Pas.* 1865, I, p. 195. Si aucune pénalité particulière n'est comminée, c'est l'article 315 du Code pénal qui est applicable. *Pand. B.* V^o Cimetière, n^{os} 546 et 402.

La disposition finale du présent projet de loi porte pareillement que les infractions aux règlements pris en vertu de l'article premier seront passibles des peines prévues par le susdit article 315 du Code pénal, à moins qu'il ne soit établi d'autres sanctions dans les limites de la loi du 6 mars 1818.

Le Ministre de la Guerre,
Fg. MASSON.



PROJET DE LOI

relatif à la police des sépultures militaires.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Nos Ministres de la Guerre et de l'Intérieur,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Nos Ministres de la Guerre et de l'Intérieur présenteront, en Notre nom, aux Chambres Législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

Le Roi exercera la police des lieux de sépulture en ce qui concerne les tombes des militaires décédés pendant la guerre et des civils dont le décès se rattache aux opérations ou aux événements de la guerre.

ART. 2.

Les pénalités prévues à l'article 315 du code pénal seront applicables aux infractions aux arrêtés pris en vertu de l'article premier ci-dessus, à moins que ces arrêtés

WETSONTWERP

betrekkelijk de politie der krijgsgegraafplaatsen.

Albert,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voorstel van onze Ministers van Oorlog en van Binnenlandsche Zaken,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Ministers van Oorlog en van Binnenlandsche Zaken zullen, in Onzen naam, het wetsontwerp waarvan de inhoud volgt, bij de Wetgevende Kamers indienen :

EERSTE ARTIKEL.

De Koning zal de politie uitoefenen over de begraafplaatsen voor wat de grafsteden betreft der tijdens den oorlog overleden militairen en der burgers wier afsterven in verband staat met de verrichtingen of met de gebeurtenissen van den oorlog.

ART. 2.

De bij artikel 315 van het strafwetboek voorziene straffen zullen toepasselijk zijn op de inbreuken tegen de krachtens evenvermeld artikel één genomen besluiten, tenzij

ne comminent d'autres peines dans les limites fixées par la loi du 6 mars 1818.

Donné à Bruxelles, le 20 septembre 1919.

deze besluiten andere straffen bepalen binnen de perken door de wet van 6^e Maart 1818 vastgesteld.

Gegeven te Brussel, den 20 September 1919.

ALBERT.

Par le Roi :
Le Ministre de la Guerre,

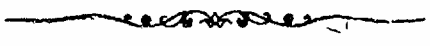
Van 's Konings wege :
De Minister van Oorlog,

FG. MASSON.

Le Ministre de l'Intérieur,

De Minister van Binnenlandsche Zaken,

BARON DE BROQUEVILLE.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 7 OCTOBER 1919.

Wetsontwerp aangaande de politie over de militaire begraafplaatsen.

Memorie van Toelichting

MIJNE HEEREN,

Over 't algemeen bestonden er vóór den oorlog slechts gemeentekerkhoven in België. Deze laatste waren krachtens het decreet van den 25^e Prairial (Grasmaand) jaar XII, « aan het gezag, de politie en het toezicht der gemeentebesturen onderworpen ».

Dit politiegezag der gemeentebesturen, in zake begraafplaatsen strekt zich niet enkel uit tot het handhaven der goede orde in de kerkhoven, maar ook tot al wat begravingen, ontgravingen en uitvaarten betreft.

Dict. Giron, V^o Inhumations (begravingen).

Pand. belges, V^o Cimetières, n^o 395, 428, 661 ss. (kerkhoven).

— V^o Convoi funèbre, n^o 4 (uitvaarten).

— V^o Exhumations, n^o 4 (ontgravingen).

— V^o Inhumations, n^o 84 (begravingen).

De oorlogsgebeurtenissen hebben het tot eene noodzakelijkheid gemaakt, menigvuldige militaire kerkhoven tot stand te brengen. Met betrekking tot deze laatste hooren evenvermelde politierechten, krachtens het wet-besluit van 5 September 1917, aan den Staat toe.

Een groot aantal militairen werd echter in gemeentekerkhoven ter aarde besteld. De dubbelheid der organismen, die alzoo met het handhaven der politie over de militaire begraafplaatsen gelast waren, zou betreurenswaardige gevolgen hebben kunnen na zich slepen, alware het niet dat, uit reden van den staat van beleg, de Minister van Oorlog bevoegd was tot het uitoefenen van zekere macht, waarmede de burgerlijke overheden in vredestand bekleed zijn. Deze macht behelst het recht op politiegezag over de kerkhoven, hetwelk de burgemeesters uitoefenen.

Dit hulpmiddel gaat verdwijnen met het eindigen van den staat van beleg.

Dringend bleek het dus onderhavig wetsontwerp voor te leggen, dat ten

doel heeft de Regeering in staat te stellen hare zending te blijven vervullen ten opzichte aller overledenen, wier « afsterven met de oorlogsverrichtingen of -gebeurtenissen in verband staat », hetzij dat zij rusten in militaire begraafplaatsen, hetzij dat zij, integendeel, in gemeentekerkhoven begraven werden.

De tekst van artikel één, is opzettelijk in zeer ruime bewoordingen verrat. Naar de bedoeling van de Regeering, betreft de voorgestelde wet immers niet uitsluitend de militairen en de daarmee gelijkgestelden.

Eendere en overeenkomstige plichten dienen inderdaad vervuld, en ten opzichte dezer laatsten, en bij voorbeeld, ten opzichte dier koene jongelingen die, na vruchteloos te hebben gepoogd naar Holland over te stappen, ten einde zich bij het Belgisch Leger te vervoegen, in Duitschland stierven tijdens de verbanning, waartoe deze poging aanleiding gaf. Andere oorzaken, welke insgelijks met de oorlogsgebeurtenissen in min of meer nauw verband staan, kosten aan de personen, die op geenerlei bestendige wijze met het leger in aanraking waren, hetzij den dood in ballingschap bij den vijand, hetzij de begraving te midden der militaire grafsteden. Het blijkt noodzakelijk het aan den Staat toebedeelde politiegezag op voldoende breede grondslagen te vestigen, opdat er in alle gebeurlijkheden kunne worden voorzien.

*
* * *

De politierechten, in zake grafsteden, hebben trouwens niet enkel ten doel aan roemvolle dooden een rechtmatig huldeblijk te betuigen. Dit gezag dient ook derwijze uitgevoerd, dat aan de gebiedende vereischten der openbare gezondheid niet worde geschaad.

Overwegingen van dien aard maakten deel uit van de hoofdredenen, welke de Britsche en Fransche Overheden, alsmede de Belgische Regeering er toe noopten op volstreekte wijze, alle uitgraving en alle overbrengen van lichamen van overleden militairen te verbieden. De te dien opzichte aangewende regelen waren radicaal, voor wat alle ontgravingsaanvragen betreft, welke enkel steunden op redenen van privaat belang, hoe eerbiedwaardig ze ook wezen.

In Frankrijk heeft men het weliswaar onlangs mogelijk geacht, sommige afwijkingen te dulden aan het onbeperkt verbod, dat bij den aanvang in voege was.

Eene « voorloopige onderrichting nopens de ontgravingen en het vervoer der stoffelijke overblijfsels van militairen », onder den datum van 15 Juni jongstleden, brengt te dien opzichte het stelsel van vredeestijd terug in zwang, voor wat betreft de militaire grafsteden, welke buiten de zone der militaire verrichtingen gelegen zijn. Binnen deze laatste zone wordt het verbod ten volle gehandhaafd. Bovendien blijft het vervoer der stoffelijke overblijfsels van in vreemde landen begraven militairen, binnen de geheele uitgestrektheid van het Fransche grondgebied verboden. Het is overigens bekend dat het wederinvoeren van het stelsel van vredeestijd in een gedeelte van dit zelfde gebied de algemeene toelating niet behelst van er tot om 't even welke ontgraving over te gaan.

Daaruit vloeit alleenlijk voort dat bijzondere toelatingen kunnen worden verleend in de gevallen, waarin het niet noodig is deze af te wijzen, bij voorbeeld, indien de oorzaak van het overlijden en de tijd gedurende denwelken het stoffelijk overblijfsel in de aarde verbleef, van zulken aard zijn, dat de openbare gezondheid door de aangevraagde ontgraving niet kan worden in gevaar gebracht.

Om het huidige aan deze hygiënische redenen gehechte belang te wetigen, kan men de getuigenis inroepen van oude wetsbeschikkingen, waaraan de hedendaagsche gebeurtenissen eene gansch bijzondere waarde verleenen: het is voldoende de bepalingen aan te halen bevat in het decreet van den 23^{en} Prairial « Grasmaand », jaar XII, en in het koninklijk besluit van 30^{en} Juli 1880, aangaande de voorzorgsmaatregelen in vredestand te treffen, wanneer het geldt een oud kerkhof eenvoudig aan zijne bestemming te onttrekken.

Nochtans betreft het dan enkel afzonderlijke en zeldzame feiten, waarvan elk slechts een beperkt getal afgestorvenen betreft, wier teraardebestellingen zich over een lange jarenreeks uitstrekken. Welke heel bijzondere voorzichtigheid hoeft men alsdan niet aan den dag te leggen, op dit oogenblik, waarop een groot aantal pas aangelegde grafsteden de stoffelijke overblijfselen inhouden van personen, waaronder velen aan de verwoestingen der griep of van andere aanstekelijke ziekten zijn overleden.

Thans de ontgraving in massa toelaten, zou dit het land aan de ergste epidemische ziekten niet blootstellen?

Eene verordening is dus noodzakelijk.

Deze dient daarenboven éénvormig te zijn, waaronder men onvermijdelijk op onontwarbare toestanden zou uitloopen: bij gebrek aan eenen algemeen maatregel, zou het iedere gemeente inderdaad volkomen vrijstaan de ontgravingen, het overbrengen der lijken en de herbegravingen op haar grondgebied toe te laten of te weigeren. Daarom stelt de ontworpen wet de bevoegdheid der Regeering vast, opdat de noodige maatregelen tot het beschermen der hygiëne, voor het gansche land zou worden getroffen.

*
* * *

De macht welke, door de aanneming der voorgestelde wet, der Regeering zoude worden opgedragen, zou, voor wat de militaire begraafplaatsen betreft, slechts deze bevestigen, welke voortvloeit uit het wet-besluit van 5^{den} September 1917. Deze bevoegdheden zouden zich dan ook enkel uitstrekken over zekere zaken, welke anders tot het uitsluitend domein der gemeenteoverheden zouden behooren. Deze laatste zouden trouwens daardoor niet beroofd zijn van het recht tot politie, waarmede zij, in verband met de grafsteden der burgers in 't algemeen, bekleed zijn. Ons bestuurlijk recht levert ons verscheidene voorbeelden van het bestaan eener samentreffende en evenwijdige bevoegdheid der centrale, gewestelijke en plaatselijke gezagvoerders. Aldus luidt inzonderheid de wet van 1^{en} Augustus 1829, aangaande de politie over gerij en verkeer.

Men weet dat de gemeenten ertoe gemachtigd zijn, bij straffen van enkele politie, de maatregelen te bekrachtigen, welke zij treffen krachtens het besluit van 25^{ten} Prairial « Grasmaand » jaar XII, « Cass. B. 29^{ten} Mei 1865, « Pas » 1865, I, bladz. 195. Indien geen bijzondere strafbepaling is voorgeschreven, dan is artikel 315 van het Strafwetboek toepasselijk.

Pand. B. V^o Cimetière (Begraafplaats), n^{rs} 546 en 402.

De eindbeschikking van onderhavig wetsontwerp behelst insgelijks dat de inbreuken op de krachtens artikel één getroffen reglementen strafbaar zullen zijn met de bij hooger vermeld artikel 315 van het Strafwetboek voorziene straffen, tenzij er binnen de perken der wet van den 6^{den} Maart 1818, andere straffen zouden vastgesteld zijn.

De Minister van Oorlog,

Fg. MASSON.



PROJET DE LOI

relatif à la police des sépultures militaires.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Nos Ministres de la Guerre et de l'Intérieur,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Nos Ministres de la Guerre et de l'Intérieur présenteront, en Notre nom, aux Chambres Législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

Le Roi exercera la police des lieux de sépulture en ce qui concerne les tombes des militaires décédés pendant la guerre et des civils dont le décès se rattache aux opérations ou aux événements de la guerre.

ART. 2.

Les pénalités prévues à l'article 315 du code pénal seront applicables aux infractions aux arrêtés pris en vertu de l'article premier ci-dessus, à moins que ces arrêtés

WETSONTWERP

betrekkelijk de politie der krijgsgedraafplaatsen.

Albert,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voorstel van onze Ministers van Oorlog en van Binnenlandsche Zaken,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Ministers van Oorlog en van Binnenlandsche Zaken zullen, in Onzen naam, het wetsontwerp waarvan de inhoud volgt, bij de Wetgevende Kamers indienen :

EERSTE ARTIKEL.

De Koning zal de politie uitoefenen over de begrafenisplaatsen voor wat de grafsteden betreft der tijdens den oorlog overleden militairen en der burgers wier afsterven in verband staat met de verrichtingen of met de gebeurtenissen van den oorlog.

ART. 2.

De bij artikel 315 van het strafwetboek voorziene straffen zullen toepasselijk zijn op de inbreuken tegen de krachtens evenvermeld artikel één genomen besluiten, tenzij

ne commencent d'autres peines dans les limites fixées par la loi du 6 mars 1848.

Donné à Bruxelles, le 20 septembre 1919.

deze besluiten andere straffen bepalen binnen de perken door de wet van 6^e Maart 1848 vastgesteld.

Gegeven te Brussel, den 20^{sten} September 1919.

ALBERT.

Par le Roi :
Le Ministre de la Guerre,

Van 's Konings wege :
De Minister van Oorlog,

FG. MAISON.

Le Ministre de l'Intérieur,

De Minister van Binnenlandsche Zaken,

BARON DE BROQUEVILLE.

